

STATUT DE L'ÉLU(E) LOCAL(E) - MIS À JOUR DE JANVIER 2022

La brochure « Statut de l'élu(e) local(e) » de l'AMF comprend l'ensemble des dispositions relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux , à jour en janvier 2022.

Le chapitre consacré à la formation a été revu et complété. Il précise les nouvelles règles applicables en matière de formation des élus à compter de janvier 2022 et, en particulier, l'ouverture du téléservice « Mon compte élu » pour accéder au montant de ses droits DIFE, choisir et payer ses formations de façon dématérialisée

Les nouveautés par rapport à la version antérieure de novembre 2021 apparaissent en rouge.

Consultez le [statut de l'élu\(e\) local\(e\)](#)

SOMMAIRE

LA CHARTE DE L'ELU LOCAL

CHAPITRE I : LES DECLARATIONS DE PATRIMOINE ET D'INTERETS

CHAPITRE II : LA CONCILIATION DU MANDAT AVEC L'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE

1 - Autorisations d'absence

2 - Crédit d'heures

3 - Garanties accordées à l'élu salarié dans le cadre de l'exercice de son mandat

CHAPITRE III : LA CESSATION DE L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE POUR L'EXERCICE DU MANDAT

1 - La situation des élus salariés

2 - La situation des élus fonctionnaires

CHAPITRE IV : L'AFFILIATION DES ELUS LOCAUX AU REGIME GENERAL DE SECURITE SOCIALE

CHAPITRE V : LA FORMATION DES ELUS

CHAPITRE VI : LA DOTATION PARTICULIERE « ELU LOCAL »

LES EFFETS DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 D'URGENCE

POUR FAIRE FACE A L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 SUR LES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS MUNICIPAUX ET COMMUNAUTAIRES

CHAPITRE VII : LES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS COMMUNAUX

CHAPITRE VIII : LES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS INTERCOMMUNAUX

CHAPITRE IX : LA FISCALISATION DES INDEMNITES

- 1 - Régime juridique
- 2 - Présentation du dispositif de prélèvement à la source sur les indemnités de fonction

CHAPITRE X : LES REMBOURSEMENTS DE FRAIS

- 1 - Frais d'exécution d'un mandat spécial ou frais de mission
- 2 - Frais de déplacement des membres du conseil municipal
- 3 - Frais d'aide à la personne des élus municipaux et intercommunaux
- 4 - Frais de déplacement des membres des conseils ou comités d'EPCI
- 5 - Frais exceptionnels d'aide et de secours engagés personnellement par les élus
- 6 - Frais de représentation des maires et de certains présidents d'EPCI et de métropole
- 7 - Frais de déplacement des élus départementaux et régionaux

CHAPITRE X : LA PRISE EN CHARGE DES ACCIDENTS SURVENUS DANS L'EXERCICE DES FONCTIONS D'ÉLU PAR LA SECURITE SOCIALE

CHAPITRE XII : LA PROTECTION DES ELUS

- I. Les dommages subis par les élus et leur entourage
 - 1 - La prise en charge des accidents survenus dans l'exercice des fonctions de l'élu
 - 2 - La protection des élus et de leur famille contre les violences et outrages
- II. Les dommages et poursuites mettant en cause les élus
 - 1 - Garanties en cas de responsabilité civile et administrative de la commune
 - 2 - Garanties en cas de poursuites pénales de l'élu
 - 3 - Garanties en cas de responsabilité personnelle de l'élu
- III. Les assurances à souscrire

CHAPITRE XIII : LES ATTRIBUTS DE FONCTION

- 1 - Le costume de maire
- 2 - L'écharpe de maire
- 3 - La carte d'identité de maire ou d'adjoint
- 4 - Autres signes distinctifs

CHAPITRE XIV : LA FIN DU MANDAT

- 1 - Droit à réinsertion à l'issue du mandat
- 2 - Allocation de fin de mandat
- 3 - Honorariat

CHAPITRE XV : LES REGIMES DE RETRAITE DES ELUS LOCAUX

- 1 - Régime de retraite obligatoire
- 2 - Régime de retraite par rente
- 3 - Fonctionnement du régime de retraite de l'Ircantec
- 4 - Fonctionnement du régime de retraite par rente FONPEL

CHAPITRE XV : POLYNESIE FRANÇAISE, NOUVELLE-CALEDONIE ET MAYOTTE

CHAPITRE XVII : LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSEILLERS
DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX

- 1 - Dispositions applicables aux conseillers départementaux
- 2 - Dispositions applicables aux conseillers régionaux

CHAPITRE XVIII : LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSEILLERS DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS TERRITORIAUX DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS